

**GILBERT FRANQUEMAGNE**

EXPERT-COMPTABLE

Région Paris Ile-de-France

**COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Compagnie Régionale de Paris

25 rue Francœur

91170 VIRY-CHATILLON

Tél : 01 69 05 65 25

[gfranquemagne@orange.fr](mailto:gfranquemagne@orange.fr)

**ASSOCIATION DE GESTION DU  
RESTAURANT INTER ADMINISTRATIF D'EVRY  
(AGRIA)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

## GILBERT FRANQUEMAGNE

EXPERT-COMPTABLE

Région Paris Ile-de-France

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Compagnie Régionale de Paris

25 rue Francœur  
91170 VIRY-CHATILLON

Tél : 01 69 05 65 25  
gfranquemagne@orange.fr

### ASSOCIATION DE GESTION DU RESTAURANT INTER ADMINISTRATIF D'EVRY (AGRIA)

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : Cité Administrative – Boulevard de France  
91000 EVRY

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux adhérents,

#### Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association de Gestion du Restaurant Inter Administratif (AGRIA)** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par votre conseil d'administration le 17 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction m'a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée **appelée** à statuer sur les comptes.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VIRY CHATILLON

Le 21 septembre 2020



Gilbert FRANQUEMAGNE

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

## Bilan Actif

Bilan Actif	Au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif Immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	47 850	13 626	34 224	43 794
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations en cours				
Avances				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages industriels	118 277	89 700	28 576	31 065
Autres	85 114	41 759	43 355	58 932
Immobilisations en cours				1 740
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (1)</b>				
Participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	8		8	8
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL ( I )</b>	<b>251 248</b>	<b>145 085</b>	<b>106 163</b>	<b>135 539</b>
Comptes de liaison				
<b>TOTAL ( II )</b>				
<b>Actif circulant</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 575
<b>Créances (2)</b>				
Usagers et comptes rattachés	253 183		253 183	510 081
Autres	13 338		13 338	18 659
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
<b>Instruments de Trésorerie</b>				
<b>Disponibilités</b>	265 128		265 128	200 674
<b>Charges constatées d'avance (2)</b>				1 446
<b>TOTAL ( III )</b>	<b>531 649</b>		<b>531 649</b>	<b>732 435</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler ( IV )				
Primes de remboursement des emprunts ( V )				
Ecart de conversion actif ( VI )				
<b>TOTAL GENERAL ACTIF ( I à VI )</b>	<b>782 897</b>	<b>145 085</b>	<b>637 812</b>	<b>867 974</b>
(1) Dont à moins d'un an				
(2) Dont à plus d'un an				
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>				
Legs net à réaliser : Acceptés par les organes statutairement compétents				
Legs net à réaliser : Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

## Bilan Passif

Bilan Passif	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
	Net	Net
<b>Fonds Propres</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	246 443	246 443
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	171 978	58 053
<b>Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)</b>	16 253	113 925
<b>Autres fonds associatifs</b>		
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
- Apports		
- Legs et donations		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées	108 535	125 400
Droit des propriétaires commodat		
<b>TOTAL ( I )</b>	<b>543 210</b>	<b>543 821</b>
Comptes de liaison		
<b>TOTAL ( II )</b>		
<b>Provisions et fonds dédiés</b>		
Provisions pour risques		7 228
Provisions pour charges		
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
Fonds dédiés sur autres ressources		
<b>TOTAL ( III )</b>		<b>7 228</b>
<b>Emprunts et dettes (1)</b>		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 754	61 836
Dettes fiscales et sociales	35 982	39 806
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	866	215 283
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL ( IV )</b>	<b>94 602</b>	<b>316 925</b>
Ecart de conversion passif ( V )		
<b>TOTAL GENERAL PASSIF ( I à V )</b>	<b>637 812</b>	<b>867 974</b>
(1) Dont à moins d'un an		
(1) Dont à plus d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Legs net à réaliser :		
- Acceptés par les organes statutairement compétents		
- Autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à payer		

## Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2019 au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
<b>Produits d'exploitation</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens	1 407 375	1 364 281
Production vendue de services	131 879	148 683
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 539 255</b>	<b>1 512 964</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Dons		
Cotisations		
Legs et Donations		
Produits liés à des financements réglementaires		
Autres produits	2	
Reprises sur amortis., dépréciations, prov., transferts de charges	7 228	9 849
<b>TOTAL ( I )(1)</b>	<b>1 546 484</b>	<b>1 522 814</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock matières premières et autres appro.		
Autres achats et charges externes (2)	1 506 368	1 401 915
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	37 684	31 639
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des l'actifs circulants		
Dotations aux provisions		
Autres charges	3	
<b>TOTAL ( II )(3)</b>	<b>1 544 056</b>	<b>1 433 554</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION ( I - II )</b>	<b>2 429</b>	<b>89 259</b>
Excédent ou déficit transféré ( III )		
Déficit ou excédent transféré ( IV )		
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun ( III - IV )</b>		
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation (4)		
Produits autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	562	746
Reprise sur provisions et transferts de charges		
Différence positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL ( V )</b>	<b>562</b>	<b>746</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotation financières aux amortissements et dépréciations		
Intérêts et charges assimilées (5)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements		
<b>TOTAL ( VI )</b>		
<b>RESULTAT FINANCIER ( V - VI )</b>	<b>562</b>	<b>746</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS ( I - II + III - IV + V - VI )</b>	<b>2 991</b>	<b>90 005</b>

## Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
<b>Produits Exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		149 320
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	28 775	32 688
<b>TOTAL ( VII )</b>	<b>28 775</b>	<b>182 009</b>
<b>Charges Exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	3 602	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	11 910	158 089
<b>TOTAL ( VIII )</b>	<b>15 512</b>	<b>158 089</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL ( VII - VIII )</b>	<b>13 263</b>	<b>23 920</b>
Impôts sur les bénéfices ( IX )		
Participations des salariés ( XII )		
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs( X )		
Engagements à réaliser sur ressources affectées( XI )		
<b>TOTAL DES PRODUITS ( I + III + V + VII + X )</b>	<b>1 575 822</b>	<b>1 705 568</b>
<b>TOTAL DES CHARGES ( II + IV + VI + VIII + IX + XI + XII )</b>	<b>1 559 568</b>	<b>1 591 643</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)</b>	<b>16 253</b>	<b>113 925</b>

## Evaluation des contributions volontaires en nature

PRODUITS	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>TOTAL</b>		
CHARGES	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont redevance sur crédit_bail mobilier		
(2) Dont redevance sur crédit_bail immobilier		
(3) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) Dont produits concernant des organismes liés		
(5) Dont intérêts concernant des organismes liés		

## Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total du bilan avant répartition est de 637 812 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 16 253 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### Faits caractéristiques

Conformément à la circulaire du 21 décembre 2015 relative à l'organisation et au fonctionnement des restaurants interadministratifs, les frais de fonctionnement et d'investissement sont refacturés aux administrations utilisatrices du restaurant.

Cet exercice enregistre la refacturation 2019 selon le détail suivant :

Fonctionnement 2019 120.734,41 €

Investissements 2018 11.566,61 €

Afin de neutraliser l'impact des refacturations des investissements sur le résultat, il a été mis en place un amortissement dérogatoire permettant de compenser les décalages entre les refacturations (en produit l'année de l'investissement) et les amortissements (en charge au prorata de la durée de vie).

### Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite. A ce jour, les conséquences qui en découlent sur la santé financière des entreprises est difficilement prévisible.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes sur la base des informations disponibles à la date d'arrêtés sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

#### Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Toutefois, l'entreprise a retenu la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables.

- Site, communication, marketing 5 ans,
- Agencements et aménagements des constructions 10 ans,
- Matériel et outillage 5 ans,
- Matériel informatique 3 ans,
- Mobilier du restaurant 5 ans.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations		
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements	
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	47 850			
<b>TOTAL</b>	<b>47 850</b>			
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.	105 509		12 768	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	34 855			
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier	54 828		883	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 740			
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>	<b>196 932</b>		<b>13 650</b>	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés	8			
Prêts et autres immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>244 789</b>		<b>13 650</b>	
Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival. Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
	Virement	Cession		
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			47 850	
<b>TOTAL</b>			<b>47 850</b>	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const				
Installations techniques, matériel et outillages ind.			118 277	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			34 855	
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier		5 452	50 259	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 740			
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>	<b>1 740</b>	<b>5 452</b>	<b>203 390</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			8	
Prêts et autres immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>			<b>8</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 740</b>	<b>5 452</b>	<b>251 248</b>	

## Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	4 056	9 570		13 626
	<b>4 056</b>	<b>9 570</b>		<b>13 626</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	74 443	15 257		89 700
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	5 096	3 485		8 581
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier	25 656	9 372	1 850	33 177
Emballages récup. et divers				
	<b>105 195</b>	<b>28 114</b>	<b>1 850</b>	<b>131 459</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>109 251</b>	<b>37 684</b>	<b>1 850</b>	<b>145 085</b>

Immobilisations amortissables	Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires						Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	DOTATIONS			REPRISES			
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
<b>TOTAL</b>							
<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acquisition de titres de participations							
<b>TOTAL GENERAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>			<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>			<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>	

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

## Etat des provisions et dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
<b>Provisions réglementées</b>					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers, pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires	125 400	11 910	28 775		108 535
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/1992					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
<b>TOTAL I</b>	<b>125 400</b>	<b>11 910</b>	<b>28 775</b>		<b>108 535</b>
<b>Provisions pour risques de charges</b>					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux usagers, adhérents					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	7 228		7 228		
<b>TOTAL II</b>	<b>7 228</b>		<b>7 228</b>		
<b>Dépréciations</b>					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participations					
Sur autre immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres dépréciation					
<b>TOTAL III</b>					
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>132 628</b>	<b>11 910</b>	<b>36 003</b>		<b>108 535</b>
- d'exploitation			7 228		
Dont dotations et reprises : - financières					
- exceptionnelles		11 910	28 775		
<i>Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)</i>					

## Etat des provisions et dépréciations (suite)

Une provision pour risques a été constituée au bilan de l'exercice clos le 31/12/2010, pour un montant de 48.029 €, correspondante aux frais liés aux travaux de réaménagement du restaurant administratif en-cours, mais dont la décision apparaissait irréversible à la clôture de l'exercice. Les dits frais dont le montant la ventilation reste indéterminés, avait été volontairement limités à l'excédent de résultat bénéficiaire de l'exercice.

A la clôture de l'exercice clos le 31/12/2011, il a été provisionné, dans la même logique, un complément de provision pour un montant de 30.339 € correspondant à l'excédent de résultat bénéficiaire de l'exercice.

A la clôture de l'exercice clos le 31/12/2013, il a été procédé à une reprise de la provision à hauteur de 11.768€. Le montant couvre une partie des dépenses d'accompagnement menées pendant les travaux au cours de l'exercice 2013, qui étaient plus importantes que celles prévues dans le budget.

Le solde de la provision s'élevait donc à 66 600 € et était destiné à couvrir les investissements prévus sur 2014, il devait être repris au même rythme que les amortissements correspondants.

Les investissements en 2014 se sont élevés à 49.245 €.

A la clôture de l'exercice clos le 31/12/2014, il a été procédé à une reprise de la provision à hauteur :

- du différentiel entre le montant des investissements et le solde de la provision, soit 17.355 €

- du total des amortissements relatifs à ces investissements, soit 2.621 €.

Depuis la clôture de l'exercice clos le 31/12/2015 à la clôture de l'exercice clos le 31/12/18, il a été procédé à une reprise de la provision à hauteur du total des amortissements relatifs à ces investissements, soit 9.849 € par exercice.

A la clôture de l'exercice clos le 31/12/2019, il a été procédé à une reprise de la provision à hauteur du solde, soit 7.228 €.

--- fin de page ---



## Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	253 183	253 183	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	12 916	12 916	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	422	422	
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL</b>	<b>266 521</b>	<b>266 521</b>	
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Commentaire

## Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	57 754	57 754		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	35 982	35 982		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	866	866		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>94 602</b>	<b>94 602</b>		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Commentaire

## Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	190 491.08	332 380.17
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>190 491.08</b>	<b>332 380.17</b>

## Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
<b>Créances rattachées à des participations</b>		
<b>Autres titres immobilisés</b>		
<b>Prêts</b>		
<b>Autres immobilisations financières</b>		
<b>Créances clients et comptes rattachés</b>	<b>190 491.08</b>	<b>332 380.17</b>
418100 Clients - factures a établir	190 491.08	332 380.17
<b>Autres créances</b>		
<b>Valeurs mobilières de placement</b>		
<b>Disponibilités</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>190 491.08</b>	<b>332 380.17</b>

## Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 825.43	8 479.60
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	614.39	161 622.80
<b>TOTAL</b>	<b>47 439.82</b>	<b>170 102.40</b>

## Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 825.43	8 479.60
408100 Fourn. factures non parvenues	46 825.43	8 479.60
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	614.39	161 622.80
419800 Avoir a etablir	614.39	161 622.80
<b>TOTAL</b>	<b>47 439.82</b>	<b>170 102.40</b>